



Parti  
Socialiste

Secteur recherche et enseignement  
supérieur

[www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)

10 rue de Solférino  
75333 Paris Cedex 07  
Tél : 01 45 56 77 26  
Fax : 01 45 56 78 74

[recherche@parti-socialiste.fr](mailto:recherche@parti-socialiste.fr)

Paris, 01 octobre 2009

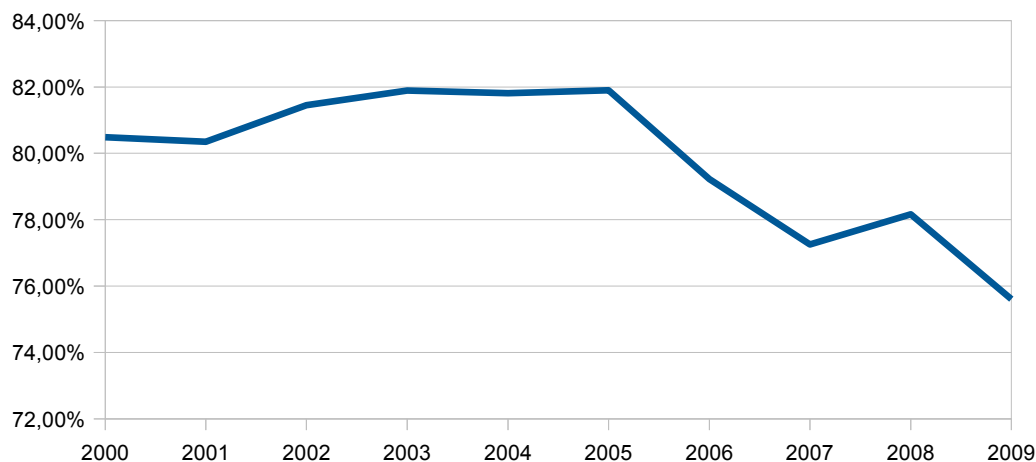
Bertrand MONTHUBERT  
Secrétaire national à la Recherche et à l'enseignement supérieur

## **Enseignement supérieur et Recherche : changer de cap**

C'est devenu un lieu commun : l'avenir de notre pays passe par le développement de sa recherche et l'augmentation du niveau de formation. Cependant au-delà des discours convenus, il y a des politiques, des choix budgétaires et structurels, et des résultats. Depuis 2002, l'action gouvernementale en matière de recherche et enseignement supérieur est un échec.

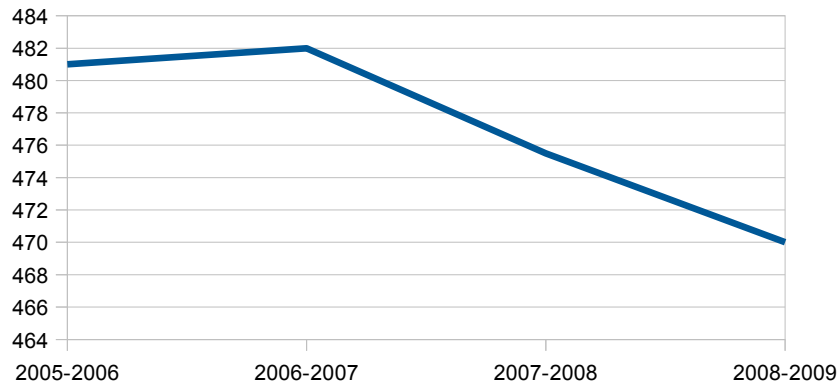
Premier symptôme : parmi les bacheliers, la proportion de ceux qui poursuivent des études supérieures est en baisse depuis plusieurs années. De moins en moins d'étudiants se dirigent vers les études doctorales. Au moment où le gouvernement lance un grand emprunt « pour l'avenir », nous n'avons pas le potentiel de jeunes docteurs nécessaires.

Taux de poursuite des bacheliers dans l'enseignement supérieur



Source : [http://media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2009/43/6/NI0915\\_61436.pdf](http://media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2009/43/6/NI0915_61436.pdf) complété par les indications données par Valérie Péresse le 17 septembre 2009

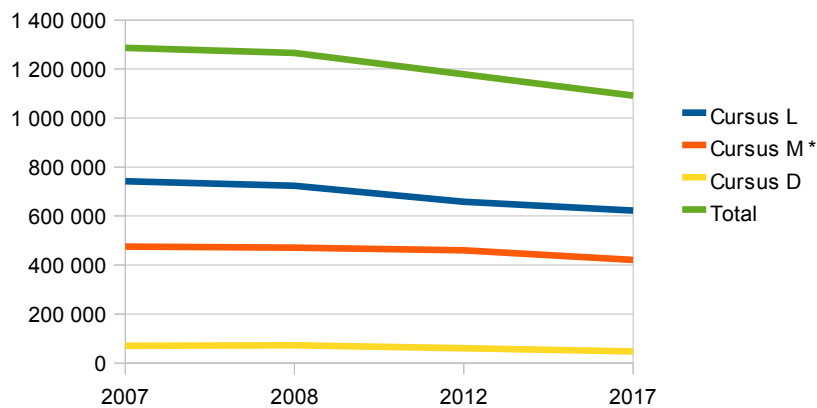
## Effectifs d'étudiants en master



Source : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid20714/les-chiffres-de-la-entree-universitaire-2008-2009.html>

## Effectifs universitaires (hors IUT)

Prospective à partir de 2008



Source : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid23295/previsions-des-effectifs-dans-l-enseignement-superieur-pour-les-entrees-de-2008-a-2017.html>

Aux Etats-Unis la crise conduit une augmentation du nombre d'étudiants. Il n'en est rien en France alors même que celle-ci est garante d'une meilleure insertion professionnelle.

Second symptôme : dans les universités, dans les laboratoires, l'heure est au découragement. L'insécurité sociale règne vis-à-vis des jeunes chercheurs, avec une explosion de la précarité, alors qu'il faudrait leur donner précisément des perspectives. En conséquence, de moins en moins d'étudiants veulent faire de la recherche. La Loi sur les Universités (LRU) pose des nouveaux problèmes sans résoudre les anciens et est dépourvue de moyens réels. L'hyper-présidentialisation des universités est rejetée tant par les étudiants que par les universitaires eux-mêmes. La réforme du statut des enseignants-chercheurs les fragilise et dénature leur métier. La réforme de la formation des maîtres est opaque et dangereuse, socialement néfaste. L'encadrement pédagogique en 1er cycle universitaire est trop faible, et engendre un fort taux d'échec. Les chercheurs ont de moins en moins d'autonomie scientifique.

Il faut changer de cap, arrêter la démolition de notre système, le reconstruire avec la participation de tous. Le PS a proposé de grandes orientations<sup>1</sup>, et a lancé un chantier d'élaboration politique avec le PCF et Les Verts. Mais à l'occasion de la sortie du budget 2010 nous souhaitons aussi une réorientation des dépenses de l'Etat en matière de recherche et d'enseignement supérieur.

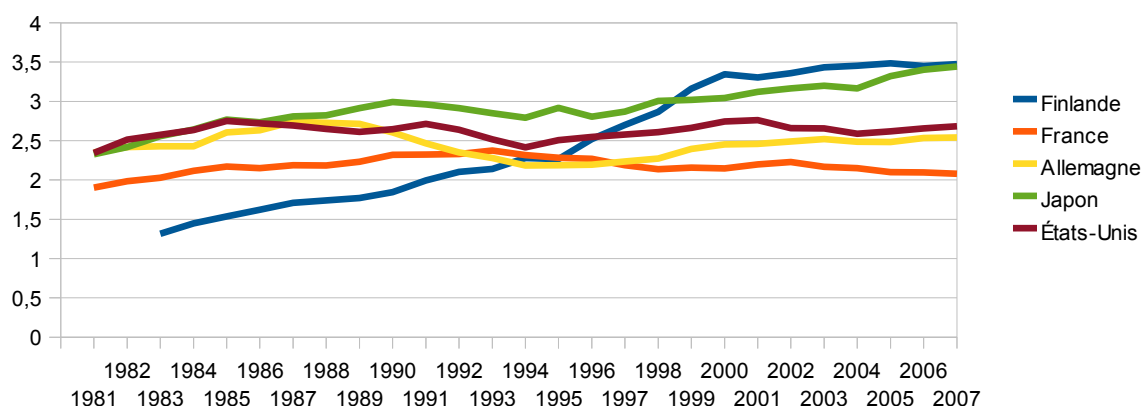
1 Voir la lettre ouverte de Martine Aubry du 18 mars 2009 (ci-jointe)

## La réalité de la politique budgétaire de la droite

Malgré les déclarations tonitruantes de J. Chirac puis de N. Sarkozy la situation de la France reste mauvaise :

- 450 millions d'euros de crédits de la recherche et de l'enseignement supérieur ont été annulés en 2008.
- 900 emplois scientifiques ont été supprimés en 2009. Sous la pression de la mobilisation du monde universitaire le gouvernement a dû annoncer le gel des suppressions de postes en 2010 et 2011, mais sans créations d'emplois. Les universitaires manquent de temps pour faire de la recherche, et la pénurie de personnels d'appui handicape la vie des laboratoires et des universités.
- Les chercheurs CNRS sont moins nombreux qu'en 1990.
- L'objectif de dépenser 3% du PIB dans la recherche est hors d'atteinte : ce taux ne cesse de baisser depuis 2002, la France se trouve en 14<sup>ième</sup> position mondiale, aujourd'hui.
- Des sommes importantes sont annoncées, mais servent essentiellement aux entreprises (Crédit Impôt Recherche) ou sont affectées aux universités sous forme de capital dont elles ne peuvent utiliser que les dividendes annuels. Le grand écart entre les chiffres proclamés et la réalité vécue s'agrandit.

Evolution de l'intensité de recherche  
Dépense Intérieure de R&D/PIB



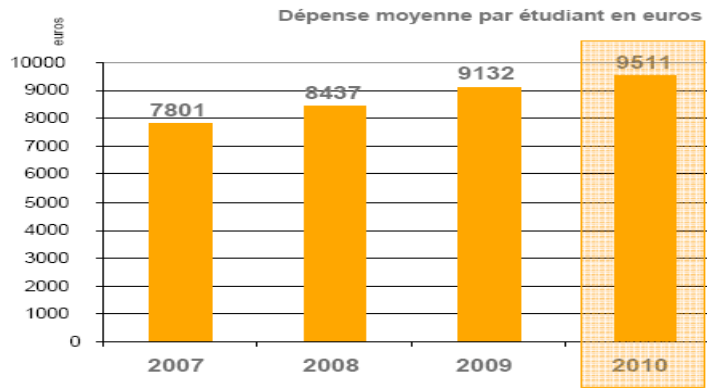
Source : OCDE

### Les mensonges du de la droite

- Des moyens exceptionnels ? Le budget de la MIREs n'augmente que de 649 millions €, soit une progression de 0,65% quand on tient compte de la croissance du PIB en volume.
- Carrières : « Des moyens perceptibles pour tous » : +55 euros par mois par personne, c'est vraiment insuffisant.

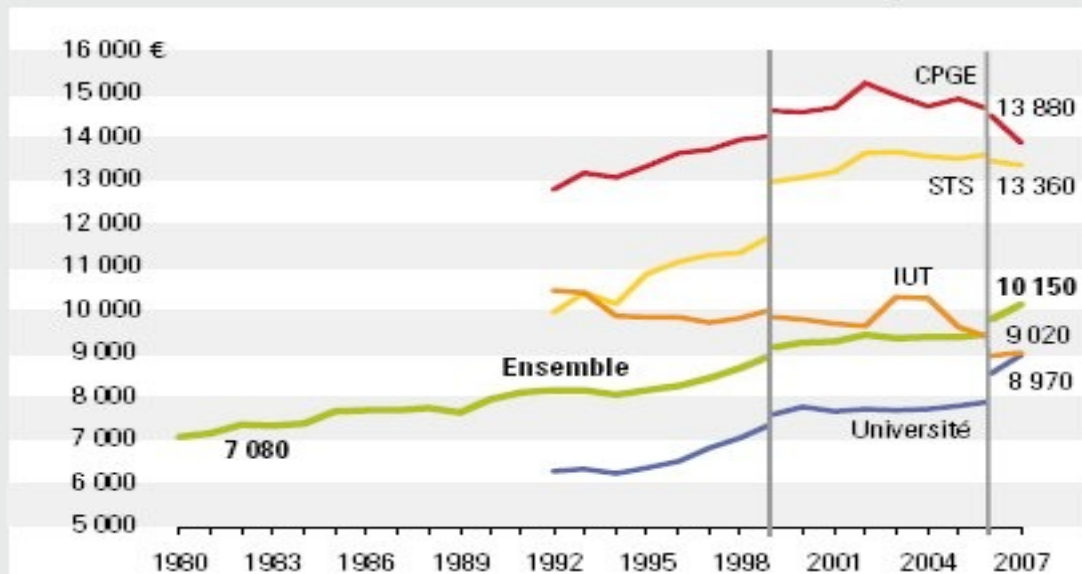
- Augmentation de la dépense par étudiant : le ministère se contredit lui-même...

### Une dépense par étudiant qui augmente de 379 € en 2010



#### 04 Évolution de la dépense moyenne par étudiant aux prix 2007 (1980-2007)

France métropolitaine + DOM



Ce graphique présente deux ruptures de série : en 1999, rupture due à la rénovation du Compte de l'éducation (métropole + DOM) ; en 2006, rupture due à la modification des règles budgétaires et comptables de l'État (LOLF).

Source : MESR-DEPP.

Sans emprunt, il est pourtant possible de redresser le financement de l'enseignement supérieur et de la recherche, en réorientant le budget actuel, qui doit augmenter de 1,8 milliards d'euros de plus par an.

## Les socialistes proposent une nouvelle politique budgétaire :

**CONSTRUIRE un véritable parcours de « réussite » pour tous les étudiants.** Pour attirer les jeunes vers les filières du supérieur, il faut favoriser la réussite de chacun notamment en améliorant les conditions de vie et d'étude des étudiants.

- Les premiers cycles universitaires, les classes préparatoires, et les autres formations supérieures doivent se **rapprocher**. Le cycle Licence doit être une priorité et il faut créer 1000 emplois d'universitaires par an pour **améliorer l'encadrement pédagogique**, alors que la Plan Licence de V. Péresse repose seulement sur du tutorat ou des heures supplémentaires.

- L'investissement dans les **bâtiments, la sécurité et les bibliothèques** de toutes les universités est une priorité. Le gouvernement abandonne de nombreux sites universitaires, et ceux qui sont retenus dans le Plan Campus doivent passer par un Partenariat Public Privé qui coûte très cher. **Un investissement direct est indispensable.**

- Pour **améliorer l'accueil des étudiants, leur suivi, et le fonctionnement des laboratoires**, il faut créer 1000 postes de personnels techniques administratifs et bibliothécaires, et organiser un plan d'intégration des CDD et CDI dans des statuts nationaux afin de **faire reculer la précarité**.

- La vie étudiante doit être facilitée (bourses, logement, accès à la santé), nous devons commencer à **instaurer l'allocation d'autonomie** en premier cycle.

- Afin **d'enrayer la désaffection** pour certaines filières, et en particulier attirer les étudiants vers les métiers de l'enseignement, des **bourses spécifiques** doivent être créées.

**RENFORCER la recherche publique.** Le potentiel des organismes de recherche doit se développer et la précarité diminuer

- Les crédits de base des laboratoires provenant de leurs tutelles, qui leur donnent une autonomie scientifique sur la base de l'évaluation, doivent doubler en 4 ans.

- Des programmes transversaux inter-organismes (négociés entre eux) seront créés par transfert d'une partie du budget de l'Agence Nationale de la Recherche.

- Les universitaires doivent pouvoir consacrer plus de temps à la recherche : 2000 emplois doivent être créés en deux ans pour assurer l'équivalence TP-TD. Plus de postes dans les organismes de recherche doivent permettre l'accueil des universitaires, dont le service d'enseignement (heures de cours) doit baisser pour s'aligner sur les normes internationales.

- Les carrières rendues beaucoup plus attractives. 1000 allocations de recherche supplémentaires sont nécessaires pour attirer les jeunes et diminuer le nombre de doctorants non-financés. La reconnaissance du doctorat passe par l'augmentation par étapes des salaires des personnels de recherche et d'enseignement supérieur (le retard atteint jusqu'à 1000 €/mois).

### **REORGANISER le soutien à la recherche industrielle**

- Le Crédit d'Impôt Recherche doit être sérieusement évalué et totalement remis à plat. Il faut transférer, dès 2010, 500 millions d'euros vers des aides ciblées et évaluées.

- Il faut former plus de docteurs, et les recruter plus massivement dans les entreprises et administrations en conditionnant les aides et commandes de l'Etat.

## Un budget 2010 réorienté

<i>Dépense</i>	<i>Coût estimé</i>	<i>Gain provenant de réorientations</i>
	<i>en M€</i>	
<b>Plan pluriannuel de l'emploi scientifique</b>		
1000 emplois d'EC pour améliorer l'encadrement	60	150
1000 emplois d'EC pour le passage TP-TD	60	
1000 emplois de chercheurs (dont la moitié en accueil d'EC)	60	
2000 emplois de personnels administratifs et techniques	80	
1000 allocations de recherche	40	
Amélioration des carrières	350	
<b>Soutien à la recherche</b>		
Début du doublement des crédits de base	350	100
Programmes transversaux inter-organismes	150	
<b>Immobilier</b>	500	
<b>Vie étudiante</b>	400	
<b>Aides aux entreprises</b>		
Aides ciblées et évaluées aux PME et technologies vertes	500	500
<b>Total</b>	2550	750
<b>BILAN</b>	<b>1800</b>	